



Dr. Olivier Buirette

L'Europe centrale et balkanique dans l'Union européenne fin 2017

L'année 2017 aura été marquée par deux événements majeurs. En premier lieu, mentionnons la véritable rupture diplomatique qui s'est effectuée sur la scène internationale depuis l'arrivée à la tête des États-Unis, en novembre 2016, de Donald Trump qui n'a eu de cesse que de défrayer l'actualité internationale notamment avec l'actuelle crise nord-coréenne, sans doute la plus grave depuis la fin de la guerre froide.

Le second événement important concerne l'Union européenne (UE) avec son éventuelle relance qui s'annonce en cette fin d'année 2017. Deux leviers ont été à l'œuvre pour cela. Le premier fut la victoire en mai dernier d'Emmanuel Macron, président français pro-européen qui devait donner tout de suite des signaux forts dans ce domaine et mener de manière originale une politique européenne placée au centre de l'échiquier politique français. Celui-ci n'a cessé, surtout depuis l'automne 2017, de relancer ce moteur européen essentiel qu'est le duo ou « couple » franco-allemand, ce qui devait trouver écho avec la réélection d'Angela Merkel.

Ceci a eu pour effet de temporiser la montée de la vague populiste et eurosceptique qui, depuis la crise économique et financière de 2008, n'a cessé de déferler sur l'Europe et particulièrement sur l'Europe centrale et balkanique encore très fragile puisque revenue à la démocratie seulement depuis le début des années 1990.

Le dernier signe encourageant dans ce frémissement européen concerne la Croatie. En effet, le dernier État à être entré dans l'UE en juillet 2013 a annoncé en novembre dernier son entrée dans la zone euro d'ici sept à huit ans, soit à l'horizon 2025.

Toutefois, en cette fin d'année, les problèmes demeurent et la perspective de voir se mettre en place une Europe constituée de cercles concentriques ou à plusieurs vitesses semble se concrétiser. Nous aurions alors un noyau franco-allemand autour duquel graviteraient par zones successives d'intégration européenne (espace Schengen, puis zone euro, etc.) les autres pays de l'UE. Fin 2017, on peut cependant se demander si le plus important dans tout cela réside encore dans la notion d'« États ». En effet, comment ne pas prendre en compte le souhait de l'indépendance catalane, couplé au référendum - même consultatif - remporté récemment au nord de l'Italie, et au précédent impressionnant de l'Écosse qui, face au Brexit, souhaite quitter la Grande-Bretagne (brisant ainsi un Royaume-Uni constitué en 1707), ou encore - plus lointain - aux souhaits d'indépendances de la Flandre belge ?



Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, ne devait-il pas déclarer agacé, le 15 octobre dernier : « Je ne veux pas d'une Union européenne qui comprendrait 98 États dans 15 ans » ?

Même si Emmanuel Macron est présenté dans les médias, et plus particulièrement le 9 novembre dernier sur la couverture du Time, comme étant « le prochain leader de l'Europe », il n'en demeure pas moins que les conséquences de cette agitation de souhaits indépendantistes régionaux pose de nombreuses questions, et plus particulièrement au niveau de l'Europe centrale et balkanique qui, comme nous le savons, est la résultante de frontières modifiées, complexes et fragiles nées des redécoupages des traités de paix de la fin de la Première Guerre mondiale.

Alors que nous sommes manifestement à la veille d'une nouvelle tentative de relance de l'UE, il semble intéressant de prendre note que la relance du couple franco-allemand pourrait bien arrimer de nouveau les pays d'Europe centrale à Bruxelles alors qu'avec des gouvernements populistes ils avaient hélas tendance à de nouveau regarder

vers l'Est et donc vers Moscou. Un scénario qui concerne aussi les Balkans qui continuent de vivre au rythme des questions toujours explosives et non résolues, en lien avec le problème albanais, de la Macédoine et du Kosovo. Des points chauds qui pourraient engendrer de futurs conflits ? Je pense que nous nous dirigeons vers ce qui sera sans doute un tournant, ou en tout cas une nouvelle étape de l'histoire de la construction de l'UE. Nous devons nous demander si la relance du duo Paris-Berlin ne devrait pas prendre en compte ce fait nouveau que sont les émergences régionales qui s'affirment d'autant plus que les États-nations intégrés dans Schengen et qui ont adopté la monnaie unique perdent peu à peu du terrain face à un impressionnant retour de ces identités régionales menant à des crises émancipatrices fort impressionnantes.

L'UE du XXI^e siècle sera-t-elle une structure qui prendra la forme d'une confédération de 98 régions/États autonomes et/ou bien une structure composée d'États-nations et de régions indépendantes ?

Je crois que nous devons au moins oser nous poser cette question, car ce sont les peuples qui ont façonné l'histoire de la construction européenne et plus que jamais, en cette fin d'année 2017, les peuples vont vouloir prendre en main leur destin.



Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

Le conflit syrien et le Moyen-Orient

Commencé en 2011, voilà déjà sept ans qu'une guerre atroce se déroule sous nos yeux. Au départ, il s'agissait d'un mouvement d'opposition nationale contre la dictature dans le pays. Un scénario semblable à ce qui s'était passé en Libye, mais dont l'évolution fut toute autre. Très vite, la Syrie est devenue le théâtre d'une guerre entre les grandes puissances. Début 2011, Bachar al-Assad, l'homme de confiance des Occidentaux dans la région, celui qui défilait en 2010 aux côtés de Nicolas Sarkozy lors du défilé de 14 juillet, était devenu indésirable. Dès lors, l'Occident soutenait et armait l'opposition contre le régime de Bachar al-Assad tandis que ce dernier était soutenu par Moscou. D'après les chiffres officiels, cette guerre a causé 330 000 morts ainsi que le déplacement forcé de millions de personnes. Ce conflit a aussi nourri les mouvements terroristes tels l'État Islamique (EI) qui ont fait régner la terreur dans la région et en Europe avec de terribles attentats.

En septembre 2015, la Russie a commencé à mener des frappes aériennes en Syrie, permettant ainsi à l'armée du

régime de reprendre à l'EI la cité antique de Palmyre, mais aussi de chasser les rebelles d'Alep. Le régime renforcé, le président russe tente de régler définitivement le conflit avec l'aide de l'Iran, qui a toujours soutenu Bachar al-Assad, et de la Turquie qui soutient des groupes rebelles syriens. Ces trois pays sont à l'origine du processus d'Astana qui a permis de diminuer les tensions dans le pays grâce à l'établissement de quatre « zones de désescalades » sur le territoire syrien. Après le processus de Genève, organisé par l'ONU depuis 2014, voilà donc qu'un second processus de pourparlers politiques concernant la Syrie s'est mis en place. La photo réunissant à Sochi Vladimir Poutine, Hassan Rohani et Recep Tayyip Erdoğan serait-elle le symbole d'une démonstration de force face à l'Occident ou bien représenterait-elle une étape décisive dans la résolution du conflit syrien ? La fin de celui-ci pourrait-elle en provoquer un autre dans la région ?

La journaliste turque Nilgün Cerrahoğlu analyse dans un article intitulé « Sochi et la ruine du front sunnite » la situation dans la région : « Le retrait de l'EI de la Syrie a placé l'Arabie saoudite dans une position inconfortable lors de la redéfinition de la carte du Moyen-Orient. En effet,

ses zones d'influence sont désormais sous le contrôle de l'Iran tandis que sa politique étrangère concernant le Yémen et la Syrie est un échec. Néanmoins, l'Arabie saoudite se dit être une puissance régionale et veut sa part dans le « nouveau Moyen-Orient ». C'est pourquoi elle joue la carte du Liban. L'Arabie saoudite est un soutien de la famille Hariri et elle s'en servira pour rompre l'équilibre qui existe au Liban afin de créer un front sunnite face à l'Iran chiite. C'est ce qui explique les récentes agitations du nouveau prince Mohammed ben Salmane. Mais ce front sunnite a encore moins de chance de réussir qu'en Syrie. Car, à l'heure actuelle, ni la Turquie ni l'Égypte ne souhaitent intégrer un front contre l'Iran. Ainsi, la guerre d'influence dans la région se fera entre deux blocs : d'un côté les États-Unis, Israël et l'Arabie Saoudite, et de l'autre la Russie, l'Iran et la Turquie ». Étrangement, dans ce constat, aucune trace de l'Europe. Dans un article intitulé « Du Golfe à la Méditerranée, les Iraniens disposent aujourd'hui d'un corridor terrestre continu », le journaliste français Alain Frachon fait des constats similaires, souligne particulièrement la position actuelle de l'Iran : « Les dirigeants de la République islamique contrôlent la 'maison chiite' dans



une bonne partie de la région - de Beyrouth à Bagdad. Ils ont un droit de veto sur les affaires du Liban, de la Syrie, de l'Irak, peut-être du Yémen (...) C'est une situation sans précédent ».

Il rappelle d'une part la méfiance réciproque entre l'Iran et la Russie malgré leur coopération étroite sur le dossier syrien, et d'autre part la politique très hostile du président Trump à l'endroit de l'Iran. Il souligne par ailleurs qu'Israël a rejoint la « coalition sunnite » en entretenant « les meilleures relations avec la Russie ». Les Israéliens ont prévenu Vladimir Poutine : pas question pour eux de tolérer un « front oriental (syrien, NDLR.) d'où l'Iran, directement ou par l'entremise du Hezbollah, braquerait ses missiles sur Israël. Une prochaine 'petite' guerre pourrait naître de cette situation ».

Ainsi « La redéfinition de la carte du Moyen-Orient » reste toujours d'actualité. La région est sous tension et un nouveau conflit pourrait surgir à tout moment.